

## Burundi : Le CNL de Rwasa reconnu comme groupe parlementaire

RFI, 23/06/2022 Burundi : le principal parti d'opposition, obtient l'autorisation pour un groupe parlementaire Au Burundi, le principal parti d'opposition, le Congrès national pour la liberté, le CNL dirigé par Agathon Rwasa, a obtenu hier soir l'autorisation de constituer officiellement un groupe parlementaire. Une avancée après deux mois de bras de fer avec le président de l'Assemblée nationale, souvent accusé de mener à la baguette la chambre basse du Parlement burundais.

En avril, le CNL avait été enjoint de formaliser l'existence de son groupe dirigé par son chef historique. Mais sa réaction était heurtée à un « non » catégorique du président de l'Assemblée nationale, jusqu'à ce que ce dernier engage publiquement le bras-de-fer avec lui il y a deux jours, en décidant de sortir une plénière mardi.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Agathon Rwasa et son parti le CNL ne s'avouent pas vaincu après le « non » du président de l'Assemblée nationale. Ils vont insister en dénonçant une « grave » violation de la constitution du Burundi et du règlement d'ordre intérieur autorisant la mise en place d'un tel groupe à partir du moment où il est, à « multiethnique et réunit au moins 5 députés sans poser aucune condition de délais. Or ils sont 32 à l'époque. « Notre coup d'État a payé » Corresp. demandes de rendez-vous, envoi de « missaires ». Toutes les tentatives du parti CNL de convaincre le « très honorable » président de l'Assemblée nationale, Gélase-Daniel Ndabirare, député à la tête des faucons du pouvoir « se heurtent à un mur », explique un haut cadre du principal parti d'opposition. Jusqu'à il y a deux jours, lorsqu'une trentaine de députés du CNL décident de frapper un grand coup, en prenant « à tout le moins la communauté nationale et internationale ». Ils vont pour cela boycotter la plénière la plus importante de l'année, consacrant le budget général de l'État pour le prochain exercice budgétaire. La presse s'empare de l'affaire, c'est la car « ce refus » fait d'abord. Puis les choses vont ensuite aller très vite. Moins de 24 heures plus tard, le président de l'Assemblée nationale s'est résolu à reconnaître, dans une lettre adressée à la trentaine de députés du groupe parlementaire. « Notre coup d'État a payé », s'est réjoui le même cadre du parti d'Agathon Rwasa.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});